

Archéologie, musées et territoires

La diversité des ambitions et des outils mis en œuvre dans les nouveaux musées d'archéologie témoigne d'un secteur en pleine effervescence. La muséographie veut aujourd'hui contribuer à la compréhension d'un territoire, jeter un pont entre passé, présent et avenir. Mais ne faut-il pas aussi impliquer les citoyens dans la recherche et dans le choix des sites à préserver ?

Les particularités de l'archéologie, discipline qui détruit son objet d'étude, qui dresse au fil des découvertes le portrait d'un territoire et qui remet régulièrement en question ses acquis, donnent aux missions de conservation et de transmission des accents spécifiques. La relation que la recherche archéologique entretient avec les musées s'inscrit donc dans une dynamique originale, tirée par des établissements qui mettent l'archéologie au cœur de leur discours, qui explorent de nouvelles formes de médiation et veillent à soigner l'articulation entre ces formes. Cette relation a beaucoup évolué au cours du dernier demi-siècle avec la constitution de l'archéologie en une véritable chaîne patrimoniale et scientifique cohérente qui mobilise des professionnels de compétences variées, répartis au sein de structures diverses : services opérateurs en archéologie préventive, musées, universités et CNRS, services de l'État...

Un secteur en pleine effervescence

Des créations ou rénovations d'équipements de toute taille et de nombreux projets prêts à sortir des cartons (voir l'encadré sur Mariana p. 64) témoignent d'une volonté croissante d'offrir de meilleures vitrines à l'archéologie. Ce dynamisme est à l'image d'un engagement de plus en plus fort des acteurs de l'archéologie et des décideurs publics, mais aussi de l'intérêt que nos concitoyens portent à ce patrimoine : les documentaires télévisuels, les expositions temporaires, les portes ouvertes sur les chantiers de fouille, ou encore les Journées nationales de l'archéologie (voir p. 67) connaissent un succès croissant, signe de l'insertion progressive de l'archéologie dans notre quotidien. On ne peut que s'en réjouir, à l'heure où les archéologues interviennent en tout point du territoire pour fouiller, étudier et ainsi sauvegarder des sites, grâce à une réglementation certes perfectible mais qui fait de notre pays un de ceux qui ménagent le mieux son patrimoine enfoui.

Les équipements qui sortent de terre aujourd'hui montrent que l'archéologie ne s'inscrit pas dans une typologie muséale figée. La diversité des ambitions et

des outils muséographiques mis en œuvre témoigne au contraire d'un secteur en pleine effervescence. Quelques lignes directrices se dégagent néanmoins.

Notons d'abord la dimension territoriale très affirmée des nouveaux musées : ceux-ci sont voulus par les collectivités parce qu'ils participent à l'identité d'un espace géographique. La nature des maîtres d'ouvrage est un facteur essentiel dans la concrétisation des projets. Les collectivités jeunes (intercommunalités) sont particulièrement motrices de projets qui offrent un moyen de rendre tangible l'identité de leur territoire. Ces projets sont parfois portés par les équipes des services archéologiques de collectivités, qui voient ainsi leur champ d'intervention se diversifier et leur légitimité se renforcer, dans une démarche qui intègre la restitution au public dans la chaîne de la recherche.

Quelques exemples éclairants : ARCHEA, « centre de conservation, d'exposition et d'animation de l'archéologie en Pays de France », inauguré en 2010 à Louvres (Val-d'Oise), ARKéOS, « musée-parc archéologique né de la volonté de la communauté d'agglomération du Douaisis de valoriser les découvertes réalisées à l'occasion des fouilles archéologiques menées sur le territoire » ouvert en 2014, le Chronographe qui, depuis 2017, « propose à tous les habitants de la métropole [nantaise] un lieu où l'archéologie révèle une histoire commune et interroge notre perception du territoire » (voir l'encadré p. 64). À une échelle plus ambitieuse, mentionnons encore le musée de la Romanité qui vient d'ouvrir à Nîmes, « révélateur de l'enracinement de l'identité nimoise dans son passé romain », ou encore *Narbo Via* qu'on nous promet pour 2020, « 8 000 m² pour redonner vie au riche passé antique de Narbonne »¹.

Les vestiges immobiliers ne pouvant que très rarement être conservés, les données scientifiques produites et le mobilier mis au jour lors des fouilles constituent les derniers témoignages de la nature des sites explorés. Exposer ces ensembles présente un intérêt certain : celui d'objets documentés par un contexte de découverte bien connu qui leur confère

LAÏLA AYACHE

Conservatrice du musée de Bibracte

VINCENT GUICHARD

Directeur général de l'EPCC Bibracte

Cet article est une version adaptée de : L. Ayache et V. Guichard, « L'archéologie et les musées : nouvelles tendances », *L'Ami de Musée*, 47, 2014, p. 4-5 (dossier : collections et musées d'archéologie). Voir aussi : V. Guichard, « Raconter la construction des territoires : une nouvelle mission pour les musées d'archéologie. » Dans : J.-P. Demoule, D. Garcia et A. Schnapp (dir.), *Une histoire des civilisations. Comment l'archéologie bouleverse nos connaissances*, Paris, La Découverte, Dominique Carré, Inrap, 2018, p. 579-583.

1. Les citations sont extraites des déclarations des maîtres d'ouvrage que l'on peut trouver sur les sites internet de ces musées.

une capacité à « raconter » le territoire de manière plus précise qu'une collection muséale classique, à condition de déployer les outils de médiation *ad hoc*.

De nouvelles formes de médiation

L'exemple du musée d'Histoire de Marseille, rénové en 2013, apparaît particulièrement révélateur des nouvelles tendances. Il bénéficie de l'apport de plusieurs décennies de fouilles de sauvetage qui ont bouleversé notre perception de l'évolution de la métropole méditerranéenne. L'imposante exposition permanente qui se développe sur 3 500 m² a aussi le grand mérite d'associer les objets issus des fouilles avec des collections de beaux-arts et d'ethnographie pour balayer l'ensemble de l'histoire de la ville, de la fondation phocéenne jusqu'aux reconstructions de l'après-guerre. Ce musée s'affirme donc comme un instrument d'interprétation de son territoire, s'accaparant et dépassant les fonctions des centres d'interprétation de l'architecture et du patrimoine (CIAP), ces « outils de référence présentant de manière didactique l'architecture et le patrimoine de la ville ou du pays » préconisés par le ministère de la Culture dans le cadre du label Villes et Pays d'art et d'histoire.

Cette réalisation est révélatrice d'une autre tendance : le recours à des outils de médiation diversifiés : maquettes, audioguide, bornes interactives... qui ont pour objectif de présenter le contexte géographique et historique des objets choisis pour témoigner de l'histoire des lieux.

La diversification des formes de médiation a également présidé à la rénovation du musée de Bibracte achevée en 2013. Ici encore, le musée s'affirme comme

l'outil d'interprétation d'un espace déterminé : une colline du Morvan où exista brièvement une ville importante à la toute fin de l'âge du Fer. Les enquêtes de satisfaction montrent que les visiteurs adhèrent massivement au parti pris, celui d'une narration scientifique qui explore en détail un phénomène historique en recourant à une palette variée de supports.

À l'évidence, cette nouvelle manière de concevoir la muséographie, qui consiste à rassembler documents matériels et données scientifiques, à exploiter les possibilités offertes par les technologies numériques, ouvre une voie très prometteuse. Elle renforce le sens des objets exposés et contribue surtout à la compréhension du territoire, avec un bénéfice social évident. Elle fournit en effet les éléments d'une prise de conscience : conscience que les territoires évoluent en permanence et que l'homme est le principal vecteur de cette évolution. Elle devient donc un levier d'appropriation du cadre de vie – ou du lieu où l'on est de passage – et jette un pont entre passé, présent et avenir de cet espace.

De nouveaux enjeux sociaux

Plus d'un quart des Européens répondent positivement à la question « Avez-vous déjà eu envie d'étudier l'archéologie ? »². Cet intérêt est à l'évidence motivé par la charge d'imaginaire que véhicule cette discipline. « Mettant en scène quelque chose d'une "origine" (de l'humanité, d'une population, d'une civilisation, etc.), [les découvertes archéologiques] "parlent" à tous en effet, et, quoi qu'il en soit de l'altérité des sociétés ressuscitées, invitent chacun à s'y reconnaître »³. Cette fascination pour l'archéologie

2. Selon l'enquête « Les citoyens européens et l'archéologie » coordonnée en 2017 par l'INRAP dans le cadre du programme NEARCH. www.inrap.fr/les-citoyens-europeens-et-l-archeologie-une-enquete-coordonnee-par-l-inrap-dans-13035

3. S. Sagnes, introduction à la table ronde : « Le patrimoine, c'est nous ! Médiation archéologique et fabrique de l'autochtonie », dans le cadre du colloque « L'archéologie à la rencontre des publics », novembre 2014. Résumés et captations vidéo des interventions : www.culture.gouv.fr/Thematiques/Archeologie/Rencontre-des-publics
Voir aussi *infra* p. 65-66.

Bibracte. Associées à un plan du site intégré dans le sol, les tablettes tactiles mises à disposition du public dans le musée de Bibracte permettent d'avoir une vision à la fois globale et détaillée du site mais aussi de donner à voir ce qui est invisible car disparu ou inaccessible à l'œil humain.



© Bibracte / Antoine Maillier, cliché n° 96404.



© Bibracte / Antoine Maillier, cliché n° 108922.

Atelier de lecture du paysage aux abords du mont Beuvray, un moyen efficace pour engager le débat sur l'avenir d'un territoire.

participe de la « conversion patrimoniale » que connaît notre société depuis un demi-siècle⁴. Elle se traduit notamment par des dimensions sensibles et émotionnelles, auxquelles doivent répondre des formes adaptées de médiation, ou encore par une revendication de démocratisation de l'expertise. Cette expertise démocratisée a existé puisqu'avant sa professionnalisation à partir des années 1970, l'essentiel de la recherche archéologique était effectué par des amateurs. Comme d'autres disciplines l'ont bien compris⁵, il est devenu indispensable d'impliquer de nouveau les citoyens dans la recherche, en dépassant les formes traditionnelles de médiation. Outre leur bénéfice social, de telles démarches sont à même de faire progresser les connaissances dans une discipline qui doit acquérir et traiter des observations en masse, qu'il s'agisse d'établir la carte archéologique nationale ou de documenter des corpus d'objets... sans compter qu'elles feraient sans doute rentrer dans le rang nombre de prospecteurs au détecteur de métaux qui ont choisi ce loisir à défaut de pouvoir intégrer des équipes de recherche. Marc-Antoine Kaeser relève que l'archéologie préventive induit un devoir particulier des archéologues, celui de s'engager activement dans le partage social de leur savoir, à défaut de quoi ils risquent d'apparaître comme les complices de la destruction coûteuse de sites patrimoniaux⁶. Dans ce contexte, ne doit-on pas imaginer des formes de concertation permettant à la communauté dans son ensemble de participer, aux côtés des experts, au choix des sites majeurs qui méritent d'être préservés, à l'heure où la question de la conservation *in situ* a quasiment disparu des débats des commissions scientifiques, qui considèrent en toutes circonstances la fouille comme un palliatif suffisant à la destruction des sites ?

Soulignons enfin que l'intérêt que nous portons aujourd'hui à l'archéologie participe de l'attachement à nos lieux de vie. Si cet attachement traduit le repli vers des valeurs locales, à l'heure où les vertus de la mondialisation sont de plus en plus contestées, comment faire en sorte qu'il soit au contraire une source de lien social et un levier pour une gestion plus durable des ressources naturelles ? Comment, pour le dire avec les mots de Bruno Latour⁷, inventer une nouvelle forme de modernité, le *Terrestre*, qui complète l'humanisme des Lumières par un nouveau contrat à inventer avec la Planète ? La discipline archéologique peut apporter une contribution singulière à ce grand dessein parce qu'elle a la faculté de construire des récits de territoire sur le temps long, quelles que soient l'ampleur et la nature de ces territoires. L'archéologie peut plus précisément appuyer la *démarche paysagère*⁸, entendue comme « des processus collectifs où l'avis de chacun est pris en compte, dont la spécificité territoriale est le point de départ, le substrat écologique et le continuum historique le fondement, et qui sont capables d'imaginer des projets complexes où la beauté dynamique des lieux alimente leur capacité de développement durable. » C'est cette démarche que l'on expérimente concrètement à Bibracte dans le cadre du label Grand Site de France⁹, label qui se traduit pratiquement par un contrat passé avec le ministère en charge de l'Environnement en vue de faire de la planification de l'avenir du site classé du mont Beuvray un levier de développement durable de son territoire fondé sur le respect de sa qualité paysagère. De la sorte, toutes les activités qui ont un impact sur l'environnement – agriculture, sylviculture, tourisme, énergie... – sont appréhendées conjointement pour tenter de bâtir un projet intégré et consensuel de territoire fondé sur la prise en compte de son histoire. ■

4. Sur cette « conversion patrimoniale », voir notamment : D. Fabre, « Introduction : le patrimoine porté par l'émotion ». Dans : D. Fabre (dir.), *Émotions patrimoniales*. Paris, Éd. de la MSH, 2013, p. 13-98 (Ethnologie de la France ; cahier n° 27).

5. À l'instar du programme *65 millions d'observateurs* porté par le Muséum national d'Histoire naturelle, <http://cesco.mnhn.fr/fr/65-millions-dobservateurs-6094>

6. M.-A. Kaeser, « La médiation de l'archéologie. Éthique de la complaisance ou impératif épistémologique ? », *In Situ*, 28, 2016. <http://insitu.revues.org/12814> ; DOI : 10.4000/insitu.12814

7. Cette référence à Bruno Latour est empruntée à son essai *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique*, Paris, La Découverte, 2017.

8. La *démarche paysagère* est le fondement des préconisations du Collectif Paysages de l'après-pétrole, www.paysages-apres-petrole.org, qui regroupe des professionnels du paysage et des intellectuels issus de différentes disciplines.

9. La démarche Grand Site de France engagée à Bibracte est accompagnée depuis 2013 par une recherche interdisciplinaire menée dans le cadre du Labex « ITEM – Innovations et territoires de montagne ». Cette recherche s'intéresse aux nouvelles formes de patrimonialisation et à la capacité de la singularisation des territoires par le patrimoine à activer de nouvelles formes de solidarité et d'action collective. Voir : C. Darroux, « L'expérience politique du paysage : bricolages et singularités au cœur d'un renouvellement de label Grand Site de France (Bibracte-Morvan) », *Développement durable et Territoires*, à paraître (2019).